



Lignes rouges, par Gwen Brees

Description

Par Gwen Brees, le 30 Août 2025

« Ligne rouge ». Symbole d'un interdit, d'un ultimatum lancé au présent. Manière de dire stop, ça suffit, les bornes sont dépassées.

« Tracer une ligne rouge pour Gaza ». Expression utilisée aux Pays-Bas, le 19 mai, après 17 mois de « guerre ». Leitmotiv d'une manifestation rassemblant plus de 100.000 personnes pour demander à leur gouvernement de conditionner les relations avec Israël au respect du droit international. Les images de cette marche humaine vêtue de rouge furent ce point frappantes, et le message efficace, que le concept fut repris dans plusieurs pays lors de grandes manifestations ou d'actions symboliques.

Il y a tout de même intérêt à manier cette image avec précaution. Car si fixer un seuil revient à ne voir le problème qu'au moment où il est franchi, que fait-on des gouttes qui remplissent le vase avant qu'il ne déborde ?

En politique, une « ligne rouge » est souvent fluctuante. Dans le cas d'Israël, elle est même particulièrement élastique. On se souvient que Joe Biden estima, après six mois de soutien inébranlable aux massacres israéliens, que l'envahissement de Rafah était une « ligne rouge » à franchir ? Il laissa être allègrement franchie le mois suivant. Rafah est aujourd'hui entièrement rayée de la carte.

Donald Trump, se vantant en faiseur de paix, imposa un cessez-le-feu dès le jour de son accession au pouvoir ? avant de laisser Israël le rompre pour intensifier sa campagne d'annexion et de famine à Gaza ? et de renvoyer les otages israéliens à leur sort. Depuis lors, Trump a permis à Israël de pousser le bouchon de plus en plus loin, donnant sa bénédiction à tous les actes commis contre la population palestinienne.

Quant à la Commission européenne, sa présidente a décrit la situation à Gaza d'« abjecte et insupportable » et qu'elle devait « cesser immédiatement ». C'était en juillet, après 22 mois d'offensive. Trois mois plus tard, la cheffe de la diplomatie européenne déclarait d'« j'...

quâ??IsraË«l avait Â« franchi la ligne Â»â? ! Aucune de ces condamnations nâ??a dÃ©passÃ© le stade de la gesticulation.

Invoquer une Â« ligne rouge Â» nÃ©cessite donc de prÃ©ciser sans ambiguÃ¼tÃ© oÃ¹ elle se situe, car elle symbolise la limite entre ce qui est moralement et humainement acceptable et ce qui ne lâ??est pas.

Dans le cas de la Palestine, se jauge-t-elle au nombre de morts ? De jours ? Ou bien en actes ?

Est-elle piÃ©tinÃ©e depuis que Gaza City est privÃ©e des quelques heures de Â« pause humanitaire Â» censÃ©es permettre de se nourrir et de se soigner ? Ou bien depuis que lâ??ONU a Ã©tÃ© Ã©cartÃ©e au profit dâ??une organisation coloniale de Â« lâ??aide humanitaire Â» ? Peut-Ãªtre quand les camions furent Ã nouveau autorisÃ©s Ã entrer pour calmer lâ??opprobre internationale, tout en butant sur un mur de tracasseries administratives. Ã? moins que cela ne remonte dÃ©jÃ Ã lâ??interdiction du lait prÃ©natal. Ou au blocage des olives et des dattes, pour cause de noyaux pouvant Ãªtre plantÃ©s. Ou encore, lorsque le Nutella et les friandises passÃ©rent la frontiÃ¨re alors que les Ã©ufs frais et les protÃ©ines restaient immobilisÃ©s Ã quelques kilomÃ¨tres des personnes affamÃ©es.

A-t-elle Ã©tÃ© outrepassÃ©e plus tÃ¢t : Ã lâ??Ã©poque oÃ¹ les drones ont commencÃ© Ã viser des passants, les quadricoptÃ¨res Ã entrer dans des chambres pendant la nuit, ou les robots tÃ©lÃ©commandÃ©s Ã pÃ©nÃ©trer des quartiers pour faire tout exploser dans un rayon de 100 mÃ¨tresâ?!

Il est possible que la barriÃ¨re de lâ??intolÃ©rable ait volÃ© en Ã©clats dÃ©s les bombes sâ??abattirent sur des zones densÃ©ment peuplÃ©es sans Ã©vacuation prÃ©alable. DÃ©s lâ??utilisation de munitions au phosphore blanc. Ou encore quand lâ??eau, lâ??Ã©lectricitÃ©, lâ??internet, le carburant et la livraison de vivres ont Ã©tÃ© coupÃ©s.

Sans doute avait-elle dÃ©jÃ cÃ©dÃ© dÃ©s les premiers appels au meurtre profÃ©rÃ©s par les dirigeants, qui brisÃ©rent les derniÃ¨res digues contre la dÃ©shumanisation raciste et offrirent lâ??impunitÃ© aux crimes des soldats et des colons.

Ã? quoi reconnaÃ©t-on la limite entre une guerre et une campagne dâ??extermination ? Aux ordres dâ??Ã©vacuation impossibles, qui forcent un million dâ??individus Ã quitter leurs maisons â?? pour Ãªtre envoyÃ©s dans des Â« zones sÃ©res Â» aussitÃ¢t bombardÃ©es. Aux doubles frappes, qui ne laissent aucune chance aux rescapÃ©s ni aux secouristes. Ã? lâ??intelligence artificielle, qui calcule quâ??un militant de bas rang Â« vaut Â» la mort de 20 civils, et un commandant une centaine. Ou simplement au moment oÃ¹ lâ??on voit des catÃ©gories entiÃ¨res systÃ©matiquement visÃ©es â?? enfants, femmes, mÃ©decins, enseignants, humanitaires, journalistes.

Combien dâ??horreurs ont Ã©tÃ© tiÃ©dement condamnÃ©es, avant que le silence recouvre leurs multiples rÃ©pÃ©titions ? Combien dâ??Ã©coles, dâ??hÃ´pitaux, de camps de rÃ©fugiÃ©s ont Ã©tÃ© bombardÃ©s sans quâ??aucun gouvernement ne bronche ? Certes, condamner les Â« excÃ©s Â» israÃ©liens semble exiger un emploi Ã temps plein. Mais avant que nos Ã©tats ne cessent de rÃ©pÃ©ter le Â« droit Ã se dÃ©fendre Â», combien dâ??adultes ont Ã©tÃ© fusillÃ©s sur les chemins de Â« lâ??aide humanitaire Â», combien dâ??enfants pulvÃ©risÃ©s en allant chercher de lâ??eau ? Combien de maisons, dâ??universitÃ©s, de champs, dâ??arbres, de cimetiÃ¨res, de trottoirs ont

Ã©tÃ© rÃ©duits en poussiÃ¨re ?

Dans les pays occidentaux, combien de manifestants arrÃªtÃ©s, de mouvements sociaux rÃ©primÃ©s, pour avoir dÃ©noncÃ© un gÃ©nocide face Ã des gouvernements qui sÃªy refusaient ?

ConfortÃ© par le Ã« droit de lÃ©gitime vengeance Ã» tacitement reconnu par de nombreux Ã©tats, le rÃ©gime israÃ©lien sÃªest mis Ã agir sans limite. Il a couvert ses actes par le martÃ©lement dÃ©une rÃ©alitÃ© parallÃ¨le Ã laquelle nos propres dirigeants nous ont sommÃ©s de croire Ã y ont-ils cru eux-mÃªmes ? Il nous a fallu endurer un cynisme insondable Ã par exemple, entendre quÃªil revient au peuple colonisÃ© dÃªassurer la sÃ©curitÃ© de la puissance colonisatrice, sous peine de voir niÃ© son droit mÃªme Ã exister sur sa propre terre. Il a fallu traverser un torrent ininterrompu de dÃ©ni et de mensonges pour parvenir seulement Ã nommer des Ã©vidences : la destruction dÃªun territoire et du peuple qui y vit. Et dÃ©jouer une infinitÃ© de stratÃ©gies de culpabilisation et de dÃ©lÃ©gitimation, destinÃ©es Ã paralyser toute critique.

Et ce nÃªest pas fini. La Ã« communautÃ© internationale Ã» continue de saper ses propres fondements juridiques en sÃªabstenant dÃªimposer des garde-fous aux pulsions exterminatrices dÃªIsraÃ©l.

Ã© commencer par la ligne verte de 1967, censÃ©e marquer la frontiÃ¨re des territoires palestiniens : violÃ©e depuis des dÃ©cennies, elle est dÃ©sormais gommÃ©e par un Ã©tat qui revendique ouvertement son abolition. Et intensifie le harcÃ©lement et lÃªexpulsion des Palestiniens de Cisjordanie Ãª avec des mÃ©thodes diffÃ©rentes de celles employÃ©es Ã Gaza, mais un mÃªme objectif : inoculer aux populations locales lÃªide quÃªelles ne sont jamais en sÃ©curitÃ©. Nulle part. JusquÃªce quÃªelles finissent par partir Ã« dÃªelles-mÃªmes Ã», bouclant ainsi la boucle entamÃ©e en 1948.

DÃªs les premiÃ¨res heures de son offensive, il y a prÃªs de 700 jours, IsraÃ©l sÃªest affranchi de toute rÃ©gle humanitaire et de toute norme morale. La situation actuelle tient du point de non-retour : que peut-on attendre dÃªun tel rÃ©gime, sinon la dÃ©portation des Palestiniens, lÃªannexion de leur pays et une expansion territoriale vers le Liban et la Syrie ? Seules des interventions extÃ©rieures peuvent changer le cours des chosesÃª! Ce qui exigerait dans un premier temps, non des menaces vagues, ni un saupoudrage de sanctions graduÃ©es, mais une rupture nette et immÃ©diate de toutes les relations Ã©conomiques, commerciales, militaires, scientifiques, universitaires et culturelles avec IsraÃ©l. DÃªs aujourdÃªhui. Pour sauver ce qui peut encore lÃªÃªtre Ãª des vies, des poches de Gaza City ou de Deir al-Balah Ãª, empÃªcher la dÃ©portation, mettre fin au cycle des faits accomplis.

Cela semble tragiquement illusoire, tant la tornade israÃ©lienne nÃªaffronte quÃªune lÃ©gÃ¨re brise dÃ©sapprobatrice. Depuis 700 jours, la Ã« communautÃ© internationale Ã» laisse parler dans le vide ses propres institutions : lÃªOrganisation des Nations-Unies (ONU) et lÃªOrganisation mondiale de la SantÃ© (OMS), par exemple, en sont rÃ©duites Ã Ã©taler leur impuissance lorsquÃªelles dÃ©noncent les exactions commises Ã Gaza sans que cela soit suivi de la moindre action contraignante.

Dans un vertigineux renversement de situation, les Ã« lignes rouges Ã» ont Ã©tÃ© retournÃ©es contre ceux qui tentent de les faire tenir. IsraÃ©l a quasiment assimilÃ© lÃªOffice des Nations unies pour les rÃ©fugiÃ©s de Palestine (UNRWA) Ã une organisation terroriste. ParallÃ¨lement, ses services secrets ont dÃ©ployÃ© un arsenal de pressions, Ã©coutes, intimidations et menaces physiques contre des

enquêteurs et juges de la Cour pénale internationale (CPI). Quant au procureur Karim Khan, après avoir obtenu des mandats d'arrêt contre Netanyahu et Yoav Gallant, et alors qu'il paraît l'inculpation de Bezalel Smotrich et Itamar Ben-Gvir, il a soudain fait face à une plainte pour conduite sexuelle inappropriée, qui a provoqué sa mise à l'écart. Une enquête est en cours. Mais une chose est sûre : le Mossad est très actif à La Haye, où est établie la CPI. À tel point qu'en juillet 2025, les Pays-Bas, pourtant soutiens d'Israël, ont inscrit leur allié sur une liste de pays menaçant leur sécurité nationale, aux côtés de l'Iran, de la Russie et de la Turquie.

Quant aux États-Unis, ils n'agissent pas pour empêcher la commission de crimes contre l'humanité, mais pour neutraliser les instances chargées de les juger ou de les prévenir. Ces derniers mois, des sanctions ont ainsi visé des membres de la CPI ainsi que la rapporteuse spéciale de l'ONU sur la Palestine. En juillet, l'administration Trump est allée jusqu'à menacer les États signataires du Traité de Rome de représailles diplomatiques et économiques si la CPI poursuivait ses procédures contre Israël à une manière aussi de protéger eux-mêmes, tant leur implication à Gaza est directe : armes, renseignements, soutien politique. Fin août, Washington a refusé d'accorder des visas aux membres de l'Autorité palestinienne. Un refus qui ne se limite pas à empêcher leur participation à l'Assemblée générale de l'ONU, qui doit proclamer la reconnaissance d'un État palestinien, mais qui manifeste la volonté de saboter toute diplomatie contraire aux intérêts du régime israélien.

Cette croisade pour l'impunité passe par un saccage méthodique des cadres internationaux. Et il n'est pas de bon augure que si peu de gouvernements aient jugé essentiel de soutenir le principe du droit à l'autodétermination des peuples, l'importance de l'ONU et l'indépendance de la CPI.

Inutile de préciser que si les conventions et les traités internationaux devaient être révoqués à la lumière des précédents qu'Israël a été autorisé à imposer, le droit ne tournerait pas à l'avantage des peuples colonisés, des minorités, ni des petits États. Quoiqu'il en soit, les puissances coloniales et impérialistes capables d'imposer « la paix par la force » pour paraphraser Trump et Netanyahu à fouler ces textes aux pieds, avec autant plus de conviction que la démonstration vient d'être faite qu'ils n'engagent pas même ceux qui les ont signés.

Dans ce paysage sinistré, où la ligne de faille des institutions internationales s'élargit chaque jour, la Palestine est devenue un champ de bataille d'un droit en ruines. Les « lignes rouges » ont été repoussées si loin qu'elles ne sont plus que des incantations vaines. Pour en tracer de nouvelles et refuser la normalisation des pratiques israéliennes de dépossession et de nettoyage ethnique, y a-t-il autre issue que de renforcer le multilatéralisme et les institutions internationales, tout en isolant au maximum le couple israélo-américain ?

date créée
2025/09/01